

## LE DIALOGUE PUBLIC-PRIVÉ EN ALGÉRIE

# La pratique du monologue

**Un dialogue public-privé est-il possible en Algérie où le trompe-l'œil domine, la rente inhibe, la pratique du monologue fait loi, l'informel impose ses règles et où les acteurs institutionnels et sociaux manquent de représentativité claire ?**

**Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir)** - Qui dialogue avec qui ? Qui est-ce qui dialogue ? Formulée ainsi ou autrement, cette double question a été soulevée, hier, lors d'une rencontre matinale organisée sous l'égide du Cercle d'action et de réflexion autour de l'entreprise (CARE), avec la collaboration de la délégation de l'Union européenne en Algérie.

Intervenant, l'économiste, universitaire et chercheur Mohamed Bouchakour a ainsi abordé la problématique du dialogue public-privé, focus de cette rencontre, dans le contexte des réunions tripartites qui regroupent régulièrement l'instance gouvernementale avec ses partenaires sociaux et économiques.

Au-delà de l'analyse présentée, ce docteur d'Etat en sciences de gestion a relevé tant le «gap» assez important entre l'optimisme des pouvoirs publics et le pessimisme des autres acteurs sociaux que le hiatus

entre la volonté institutionnelle exprimée et sa traduction concrète. Ce qui soulève en fait la question de l'identité, de la représentativité réelle et de la légitimité des parties participantes au dialogue. Une question loin d'être bien appréhendée, résolue. «Le problème n'est-il pas de définir les acteurs réels qui participent au dialogue ?», s'interrogera le modérateur de cette rencontre, l'expert et ancien gouverneur de la Banque d'Algérie, Abderrahmane Hadj Nacer.

Rétifs, certes, à tous positionnements politiques, tant le modérateur de la rencontre que d'autres débatants observeront cependant que la perception du dialogue public-privé dépend de plusieurs paramètres.

Il s'agit ainsi du recours au trompe-l'œil, assez caractéristique de la scène algérienne, de la pratique du monologue, très répandue au niveau des organisations sociales, ou de l'absence de représentativité claire



Hadj Nacer appelle à définir les acteurs réels qui participent au dialogue.

des acteurs institutionnels et sociaux officiels.

Voire, la non-participation d'acteurs sociaux, pourtant légitimes mais stipendiés car activant dans l'informel, dans le contexte où l'informel impose ses règles à tous les niveaux de la gouvernance, ou bien étant membres d'une caste d'oligarques que la rhétorique nationale méconnaît encore, ou encore d'acteurs économiques mal identifiés. A ce propos,

l'universitaire Mohamed Bouchakour estime opportun d'établir une cartographie des entreprises, essentiellement les petites et moyennes, qui sont représentatives de leurs filières et secteurs d'activités et contribuent effectivement à la satisfaction des besoins primaires de la société.

Et ce, dans la mesure où la rente pétrolière inhibe la praxis, la pratique sociale, semble-t-on considérer, outre le fait qu'elle serve à d'autres

desseins, à des usages plus ou moins contestables, liés notamment au maintien des allégeances politiques et de la cohésion sociale même factice. En ce sens, l'image d'une Algérie semblable à celle du salon du Titanic où des passagers continuaient de danser tandis que le paquebot coulait déjà, s'est imposée aux participants à cette rencontre.

Or, d'autant que le risque que l'Algérie rejoigne le rang des pays les moins avancés dans le monde plane, la nécessité d'engager un dialogue social effectivement global, authentique et permanent s'impose, fi de toute contingence ou mythe. A ce propos, l'ancien gouverneur de la Banque d'Algérie a relevé l'intérêt de profiter de l'expérience accumulée par l'Ethiopie.

Il s'agit en fait, au-delà de la simple redistribution de la rente, d'œuvrer à assurer la convergence entre les politiques publiques, les réformes structurelles, les dynamiques socioéconomiques et institutionnelles, en vue de créer de la valeur, la répartir équitablement et, ainsi, assurer l'émergence du pays.

C. B.

## PRODUCTION CÉRÉALIÈRE

# L'OAIC prévoit une hausse

**Pour le Dg de l'OAIC, l'irrigation complémentaire permettra l'amélioration des rendements céréaliers. D'ailleurs, il prévoit une hausse de la production pour la campagne moisson-battage 2014-2015.**

Six cent mille hectares de terres irriguées destinés à la céréaliculture à fin avril 2014. C'est ce qu'a annoncé l'Office algérien interprofessionnel des céréales (OAIC), cité par l'APS.

Selon son directeur général, Belabdi Mohamed, près de 900 dispositifs d'irrigation au profit des agriculteurs, dans le cadre de l'irrigation complémentaire ont été distribués en avril dernier.

Une démarche qui permet l'incitation des agriculteurs-céréaliers à l'utilisation et la maîtrise des techniques modernes d'irrigation en leur assurant les équipements

nécessaires. «Les opérations d'irrigation complémentaire permettent ainsi l'utilisation rationnelle des ressources hydriques destinées à la céréaliculture et l'amélioration de la rentabilité», estime-t-il.

En outre, Belabdi a rappelé qu'en mars dernier, 39 silos à céréales ont été réalisés, d'un montant de 48 milliards de dinars. Le projet qui s'étend sur 30 mois (2014-2016) a été confié à une société chinoise spécialisée dans la construction-ciment et à l'entreprise Batimetal, avec son partenaire italien, a-t-il encore précisé. Du fait des «bonnes» conditions clima-

tiques en début d'année, le même responsable affirme que l'OAIC prévoit une hausse remarquable de la production lors de la campagne de moisson-battage 2014-2015.

D'ailleurs, poursuit-il, «les superficies destinées à la céréaliculture qui devraient être disponibles lors de la campagne moisson-battage 2014-2015 sont passées à 3 400 000 hectares».

De son avis, la campagne des semailles a été un succès dans 41 coopératives grâce aux «1 200 semoirs dont ont bénéficié les agriculteurs». Une opération qui s'inscrit dans le cadre du programme global lancé par l'OAIC en 2011. «Ce programme a permis l'acquisition de 1 000 moissonneuses-batteuses, 400 tracteurs et 3 700 semoirs en avril dernier», dit-

il.

S'agissant du mois de Ramadan, le Dg de l'OAIC assure que «le blé, la farine et les légumes secs, notamment les pois chiches ainsi que le riz, seront disponibles dans tous les points de vente ouverts par les coopératives, à travers l'ensemble du territoire national, en quantité importante et de haute qualité».

Côté prix, il indiquera que les légumes secs maintiendront les prix fixés en 2013 pour mettre fin à la spéculation. Ceux des paquets cachetés d'un kg, destinés à la consommation ont atteint 203 DA/kg pour les haricots, 169 DA/kg pour les pois chiches, 91 DA/kg pour le riz et 80 DA/kg pour les lentilles, précise-t-il encore.

Synthèse R. N.

## SALON DE L'ÉLECTRONIQUE ET DE L'ÉLECTRICITÉ

# Un espace pour un Made in Algeria

Les entreprises de deux grandes industries : l'électronique et l'électricité animeront à l'initiative de RH. International Communication du 10 au 14 juin au Hilton, sous le patronage du ministre des Industries et des Mines avec la contribution des SG Cabeleg et Indelec, leur salon.

L'objectif est, selon l'organisateur Rachid Hessa, de confirmer la valeur du made in Algeria et surtout de rapprocher les expériences des uns et des autres afin de faire barrière aux produits contrefaits qui «menacent la vie des consommateurs».

Cette exposition professionnelle qui sera ouverte au grand public est une parfaite occasion pour comprendre comment éviter les pièges des fausses marques.

Pour les exposants, il s'agit d'un défi à relever pour convaincre les consommateurs finaux et d'éventuels partenaires intéressés par le Made in Algeria.

Pour la SGP Cabeleg, l'objectif est, selon sa présidente du directoire Madame Aziza Boukaoula, d'ouvrir «de nouvelles voies pour l'enrichissement des activités des entreprises afin qu'elles conservent leur leadership, notamment la consolidation et le renforcement des positions des entreprises de production, relevant des différents segments : électrotechnique, électrochimie».

Ainsi, elle annonce que la taille du marché annuel national qui est de 30% a atteint les 12 000 MDA pour les transformateurs (de 200 kva).

Les moteurs électriques, quant à eux, ne dépassent pas les 15% du marché national avec 1 500 MDA/an. Les batteries de démarrage restent leader avec 9 000 MDA/an sa part de marché est de l'ordre de 33%.

La branche Câble électrique dépasserait les 38% avec une taille estimée à 85 000 MDA/an.

La partie «montage, installation et maintenance des ascenseurs» avec sa position de leader, enregistre 1 400 DA/an tout en veillant à ce que ses 25% de part de marché augmenteraient.

Pour le président du directoire de la SGP -Indelec, Ahmed Fetouhi, il avait en marge de la signature d'un contrat de performance avec le ministère mis en valeur son ambition de veiller à ce que les parts de marché atteignent les 25% en 2015 dans la filière de l'électroménager et de 16% à 21% dans la filière électronique.

Parce que «Le plan de développement triennal (2013 à 2015), de la SGP-Indelec, est doté de 14 milliards de dinars le secteur de l'électronique passera à une autre étape grâce au plan d'investissement que prévoit la modernisation de l'Enie et la généralisation du téléviseur LCD/LED, avec des partenaires étrangers».

M. Fetouhi évoquait «la réalisation de quatre nouvelles usines dans la filière électronique, dont l'usine d'intégration flexible pour la fabrication de cartes électroniques et de téléviseurs, qui devrait être lancée en juin 2014 en partenariat avec un partenaire chinois».

Enfin, une journée professionnelle est prévue pour mettre en débat le volet qualité-production et partenariat.

R. N.

## SELON SON DIRECTEUR, LE PROFESSEUR A. ZIRI

# Le CHU de Tizi-Ouzou projette de multiplier les greffes

**Le directeur du CHU de Tizi-Ouzou annonce que le professeur A. Ziri projette de booster l'activité de greffe rénale au cours de cette année, de sensibiliser sur le don d'organe en général et de lancer la greffe osseuse. Cette dernière opération, explique le spécialiste, se fera avec l'acquisition d'un irradiateur.**

**F.-Zohra B. - Alger (Le Soir)** - Pour le professeur Ziri, le don et la greffe d'organes représentent des actions à améliorer avec les actions de sensibilisation et la multiplication des greffes.

Les perspectives pour le spécialiste représentent notamment la hausse du nombre de greffes réalisées en 2013, pour arriver à 40 greffes en 2014. Il signalera que les greffes se font aussi au niveau du service de chirurgie thoracique de l'unité Belloula.

Le professeur a aussi précisé ce samedi lors de la 14<sup>e</sup> journée d'information et de sensibilisation sur la néphrologie, consacrée aux dons d'organes, à savoir «la transplantation rénale, avoir initié des réunions avec l'ensemble des équipes médicales pluridisciplinaires au sujet de la greffe d'organe». Ceci, avec comme résolution, d'accroître et de développer l'activité de la greffe rénale de vivant à vivant. La deuxième phase, selon le spécialiste, est relative à la gref-

fe d'un mort encéphalique à un vivant, et la troisième phase, d'étaler la greffe à d'autres organes comme le foie et le pancréas.

Au niveau du CHU de Tizi-Ouzou sera aussi lancée au cours de cette année la greffe de moelle osseuse, avec l'acquisition prochaine d'un irradiateur pour un montant de cinq milliards de centimes. Pour le professeur Ziri et compte tenu des commodités existantes, précise-t-il, et au vu du nombre important de décès par accidents de la route, est envisagée la mise en place d'une table opératoire de prélèvement d'organes chez les morts encéphaliques. Avec aussi comme projet de créer une banque d'organes et de disposer de produits de conservation. Le professeur a aussi évoqué l'instauration d'un circuit de communication en interaction fluide entre différents services à savoir la réanimation, les urgences et la médecine interne. La réussite des projets de greffes, selon le

professeur Ziri, passe aussi par une étroite coordination et collaboration des établissements publics hospitaliers de la wilaya pour traiter rapidement les données. Il annoncera la création d'un dispositif dont la mission essentielle consiste à signaler les cas de coma dépassé. Le travail de sensibilisation passant aussi par les familles, le bureau de communication du CHU aura aussi comme mission de convoquer les familles pour des entretiens d'information et de sensibilisation afin d'encourager les prélèvements d'organes.

Par ailleurs et des 16 000 malades en insuffisance rénale terminale, il y'en a 1 000 dans la wilaya de Tizi-Ouzou. Dans cette même région, il y'a 800 malades en hémodialyse. Les malades en hémodialyse sont au nombre de 160 dont 30 en hémodialyse péritonéale.

Pour ce qui est des greffes, deux ont été réalisées en 2006, 11 en 2011, 13 en 2013 et deux depuis le début de cette année. Enfin, la greffe rénale revient en couple (donneur receveur) à un million huit cent mille dinars.

F.-Z. B.